

Israël-Palestine : Axes d'intervention

Category: Documents et archives

écrit par jmfouquer | 14 mai 2024

Au sein d'ENSEMBLE!, un Groupe de travail « Palestine/Israël » a travaillé. Il a abouti à un texte consensuel, le 21-03-2024. Ce texte a été finalisé le 24-03-2024 et validé.

Nos axes d'intervention sur le conflit Israël-Palestine

Les fondements de notre action

À la veille du 7 octobre, la société israélienne se berçait de l'illusion de la passivité des Palestinien·nes. Les attaques des colons, la guerre, le conflit israélo-palestinien, la répression permanente contre les Palestinien·nes, les morts quotidiens dans les territoires occupés, la prison à ciel ouvert de Gaza avaient été relégués au second plan pour une majorité d'Israélien·nes. Préoccupée et très divisée par les mobilisations contre le gouvernement de Netanyahu sur les compétences de la Cour suprême, la population israélienne ne s'intéressait plus à ce qui se passait en Cisjordanie, et encore moins à Gaza.

L'attaque du 7 octobre a contribué à remettre politiquement la question palestinienne au cœur de l'agenda politique mondial.

À cette occasion, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ont été commis. ENSEMBLE! les a condamnés fermement et immédiatement, Cette attaque a empêché la signature d'un accord israélo-saoudien dans la suite des accords d'Abraham, a eu pour effet d'ébranler la société israélienne et, suite aux massacres perpétrés à Gaza, a eu aussi pour conséquence d'isoler le gouvernement Netanyahu et l'État d'Israël dans l'opinion mondiale.

Depuis, est engagée la destruction de Gaza, avec massacres, déplacements de population, ravage des infrastructures vitales, famine... C'est la mise en œuvre de la doctrine dahiya (*).

La réalité de la politique effroyable de l'État israélien et de son gouvernement ne peut PLUS être occultée. Dès lors, la question palestinienne se pose en termes nouveaux.

D'où des modifications – dans l'opinion internationale et au sein même de la société israélienne – de la perception de cette même question palestinienne. La légitimité des droits du peuple palestinien s'impose avec une force inégalée.

Une réflexion commence à s'élaborer sur le futur commun des deux sociétés, aussi bien en Palestine qu'en Israël et ailleurs. La réunion récente de 14 organisations palestiniennes en est une illustration – même si aucun résultat n'est encore acquis – de même que le fait qu'une opposition israélienne – même si elle est minoritaire – commence à refaire surface sur la question palestinienne.

ENSEMBLE! se doit d'appuyer, d'encourager cette réflexion. Celle-ci doit se prolonger et s'approfondir, en ayant à l'esprit que si nous pouvons et devons en débattre, ce n'est pas pour prétendre décider en lieu et place du peuple palestinien. C'est à lui de faire valoir – avec un soutien international – son droit imprescriptible à l'autodétermination.

Si, du fait de l'action de l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice, le risque de génocide a été reconnu, l'évolution de la situation – la reprise par le gouvernement israélien de son offensive meurtrière – permet cependant d'évoquer un processus génocidaire en cours. Cette aggravation de la situation doit amplifier les mobilisations, pour peser sur le rapport de forces à terme et mettre une pression supplémentaire inédite sur l'État d'Israël. En

France, les mobilisations en solidarité avec la Palestine contribuent à ce rapport de force. Elles doivent s'élargir et regrouper très largement.

(*) La doctrine Dahiya a été formalisée en 2008 par le général Eizenkot, aujourd'hui ministre dans le gouvernement Netanyahu, suite à la destruction en 2006 d'un quartier chiite de Beyrouth qui aurait abrité une base du Hezbollah. Cette doctrine, établie dans un contexte de guerre asymétrique en milieu urbain, ne fait plus de distinction entre cibles civiles et militaires, en violation systématique du droit de la guerre.

Les tâches de notre mouvement

Le gouvernement Netanyahu amplifie son offensive à Rafah et poursuit ses opérations militaires ainsi que le blocus de Gaza au prix d'une situation de famine dramatique. C'est prendre la responsabilité d'une catastrophe humanitaire menaçant l'existence même de la population de Gaza.

Il y a urgence à ce que le gouvernement français mobilise tous les moyens à sa disposition en vue d'imposer au pouvoir israélien la cessation immédiate de cette politique criminelle contre le peuple palestinien.

L'ensemble des forces politiques progressistes doit se mobiliser, dans l'unité, pour faire cesser la famine en cours.

1 – Pour un cessez-le-feu immédiat, ferme et définitif à Gaza.

2 – Pour la libération de l'ensemble des prisonnier·ères politiques palestinien·nes et des otages israélien·nes.

3 – Pour la fin des exactions de l'armée israélienne et des colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

4 – Pour la condamnation et l'arrêt immédiat des violences spécifiques – violences sexistes et sexuelles et violences à l'égard des mères – dont les femmes sont victimes.

- 5 – Pour le retrait total des troupes d'occupation et de colonisation en Palestine.
- 6 – Pour le démantèlement du « mur de l'apartheid », de toutes les colonies – illégales selon le droit international – et la fin définitive du blocus de Gaza.
- 7 – Pour la reconnaissance internationale effective de l'État de Palestine libre et souverain ayant Jérusalem-Est comme capitale, avec continuité territoriale.
- 8 – Pour la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël – comme le prévoit son article 2 – tant qu'Israël ne respecte pas le droit international.
- 9 – Pour un embargo total sur les armes, les fournitures technologiques et les composants électroniques.
- 10 – Pour l'arrêt immédiat de la coopération militaire et sécuritaire avec l'État d'Israël et l'arrêt de l'invitation de cet État aux salons militaires.
- 11 – Pour un développement de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions) dans ses trois dimensions.
- 12 – Pour le droit au retour de tous·tes les réfugié·es, conformément à la résolution 194 de l'ONU.
- 13 – Pour des élections libres et démocratiques dans l'État de Palestine.
- 14 – Pour la lutte – indispensable – contre une confusion antisionisme-antisémitisme qui viserait à interdire toute critique d'Israël.
- 15 – Pour le développement de la coopération décentralisée avec les collectivités territoriales palestiniennes.
- 16 – Pour le soutien aux Israélien·nes anticolonialistes et opposant·es à la guerre.

Ces exigences donnent à ENSEMBLE! une orientation claire et offensive. Elles nous permettent d'être force de proposition dans les mobilisations en cours et au sein du Collectif national pour une Paix Juste et Durable entre Palestinien·nes et Israélien·nes. Nous devons collectivement nous donner les moyens d'y intervenir en augmentant notre visibilité, au moyen de tracts, de bulletins publics, de la Lettre d'ENSEMBLE!

Il nous faut aussi prendre contact avec les élu·es.

Individuellement, chacun·e de nous peut prendre contact et adhérer à son comité local de l'AFPS ou d'autres structures (BDS, etc.) quand elles existent.

Nous devons recenser nos initiatives.

Vous pouvez télécharger le texte, mis en page en PDF en cliquant sur l'image ci-dessous



Nos axes d'intervention sur le conflit Israël-Palestine

Les fondements de notre action

À la veille du 7 octobre, la société israélienne se berçait de l'illusion de la passivité des Palestiniens. Les attaques des colons, la guerre, le conflit israélo-palestinien, la répression permanente contre les Palestiniens, les morts quotidiens dans les territoires occupés, la prison à ciel ouvert de Gaza avaient été relégués au second plan pour une majorité d'Israéliens. Préoccupée et très divisée par les mobilisations contre le gouvernement de Netanyahu sur les compétences de la Cour suprême, la population israélienne ne s'intéressait plus à ce qui se passait en Cisjordanie, et encore moins à Gaza.

L'attaque du 7 octobre a contribué à remettre politiquement la question palestinienne au cœur de l'agenda politique mondial.

À cette occasion, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ont été commis. ENSEMBLE! les a condamnés fermement et immédiatement. Cette attaque a empêché la signature d'un accord israélo-saoudien dans la suite des accords d'Abraham, a eu pour effet d'ébranler la société israélienne et, suite aux massacres perpétrés à Gaza, a eu aussi pour conséquence d'isoler le gouvernement Netanyahu et l'État d'Israël dans l'opinion mondiale.

Depuis, est engagée la destruction de Gaza, avec massacres, déplacements de population, ravage des infrastructures vitales, famine... C'est la mise en œuvre de la doctrine *dahiya*¹.

La réalité de la politique effroyable de l'État israélien et de son gouvernement ne peut PLUS être occultée. Dès lors, la question palestinienne se pose en termes nouveaux.

D'où des modifications — dans l'opinion internationale et au sein même de la société israélienne — de la perception de cette même question palestinienne. La légitimité des droits du peuple palestinien s'impose avec une force inégalée.

Une réflexion commence à s'élaborer sur le futur commun des deux sociétés, aussi bien en Palestine qu'en Israël et ailleurs. La réunion récente de 14 organisations palestiniennes en est une illustration — même si aucun résultat n'est encore acquis — de même que le fait qu'une opposition israélienne — même si elle est minoritaire — commence à refaire surface sur la question palestinienne.

ENSEMBLE! se doit d'appuyer, d'encourager cette réflexion. Celle-ci doit se prolonger et s'approfondir, en ayant à l'esprit que si nous pouvons et devons en débattre, ce n'est pas pour prétendre décider en lieu et place du peuple palestinien. C'est à lui de faire valoir — avec un soutien international — son droit imprescriptible à l'autodétermination.

Si, du fait de l'action de l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de Justice, le risque de génocide a été reconnu, l'évolution de la situation — la reprise par le gouvernement israélien de son offensive meurtrière — permet cependant d'évoquer un processus génocidaire en cours. Cette aggravation de la situation doit amplifier les mobilisations, pour peser sur le rapport de forces à terme et mettre une pression supplémentaire inédite sur l'État d'Israël. En France, les mobilisations en solidarité avec la Palestine contribuent à ce rapport de force. Elles doivent s'élargir et regrouper très largement.

¹ - La doctrine *Dahiya* a été formalisée en 2008 par le général Ezerio, aujourd'hui ministre dans le gouvernement Netanyahu, suite à la destruction en 2006 d'un quartier chiite de Beyrouth qui aurait abrité une base du Hezbollah. Cette doctrine, établie dans un contexte de guerre asymétrique en milieu urbain, ne fait plus de distinction entre cibles civiles et militaires, en violation systématique du droit de la guerre.